

EUROPE ÉCOLOGIE

Donnons vie à l'Europe.

La politique agricole commune (PAC)

DES CHIFFRES

- 50% du territoire de l'UE est recouvert par 14 millions d'exploitations agricoles (en 2007).
- 1^{er} importateur de produits agricoles au monde, l'UE importe l'essentiel des protéines végétales destinées au bétail.

NOS PROPOSITIONS

- Orienter l'agriculture vers des systèmes autres que la mécanisation, l'utilisation massive d'engrais et de pesticides chimiques, l'élevage presque exclusivement hors-sol et l'ultra-spécialisation.
- Soutenir des pratiques économes en énergie et en intrants, qui restituent de la matière organique aux sols.
- Relocaliser certaines productions animales en soutenant les élevages à l'herbe, diversifiés et intégrés aux cultures.

Depuis plus de quarante ans, la Politique agricole commune façonne l'environnement quotidien de millions d'agriculteurs européens, et aussi celui des consommateurs. En dépit des crises, elle a permis à l'agriculture européenne de se maintenir, notamment dans les régions difficiles, et de se développer. Elle est aussi la cible de sérieuses critiques.

ENJEUX

• Une répartition inéquitable entre les exploitations...

- Environ 20% des exploitations concentrent 80% des aides de la PAC.
- En 2008, 23 500 exploitations européennes ont touché plus de 100 000 euros.
- Plus de la moitié des agriculteurs européens reçoivent un paiement total qui ne dépasse pas 500 euros. Une injustice inacceptable.

• ... et entre les régions

Compte tenu de leur spécialisation, les régions de grandes cultures (Bassin parisien etc.) perçoivent davantage d'aides que les régions herbagères ou de fruits et légumes.

• Des emplois détruits

Si le niveau moyen des revenus agricoles est préservé les bonnes années, c'est au prix de très importantes restructurations. Elles impliquent une disparition d'actifs agricoles et une accélération de la concentration des exploitations.

• La biodiversité menacée

Les agriculteurs gèrent la moitié des surfaces de l'Union européenne. Leurs pratiques ont un impact sur les sols, les eaux et la biodiversité de l'UE. Par le biais du système des prix garantis ou des aides directes, la PAC a encouragé des systèmes de production spécialisés, concentrés et intensifs, et qui sont de plus en plus déconnectés des écosystèmes.

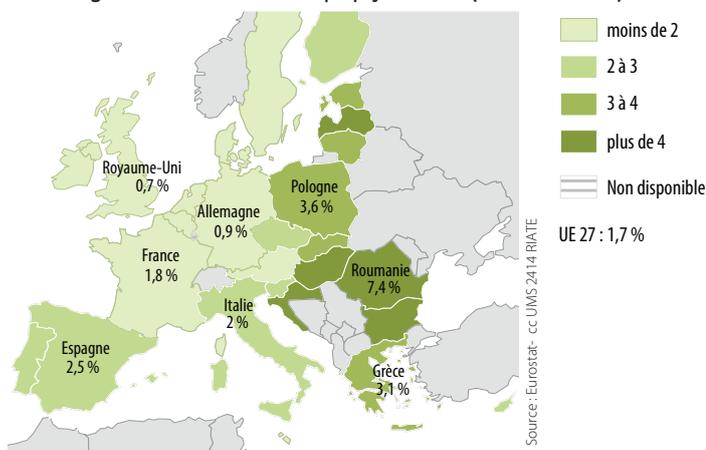
L'intensification de l'agriculture européenne, en partie guidée par la PAC, s'est faite au prix de fortes dégradations environnementales. Les réformes engagées depuis 1992 ont permis une sensibilisation à l'environnement. Mais les programmes en faveur d'une agriculture plus durable restent insuffisants et peu incitatifs.

• Les aides de la PAC et le marché international

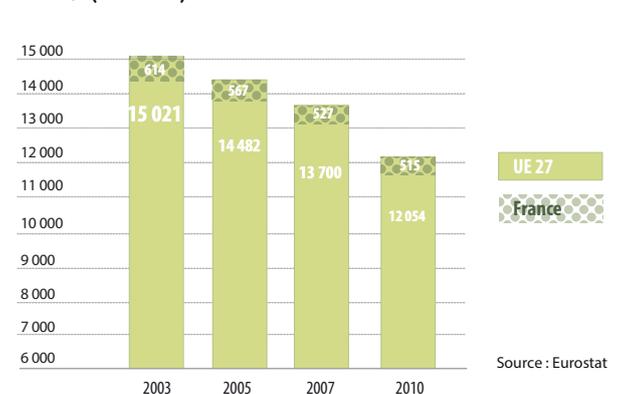
La forte progression des subventions aux exportations de produits agricoles a suscité de nombreuses critiques, à la fois de la part des pays exportateurs traditionnels, et des producteurs des pays importateurs. Ces subventions ont contribué à la baisse des cours internationaux et permis à l'UE de prendre des parts de marché grâce à des prix de dumping. Mais surtout, elles ont entraîné une concurrence « déloyale » des produits agricoles européens exportés, notamment sur les marchés des pays en développement.

Exemple : une tonne de blé coûte 160 euros à produire. Les producteurs reçoivent une aide directe de 60 euros la tonne, ce qui leur permet de le vendre à environ 100 euros la tonne, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

Part de l'agriculture dans le PIB de chaque pays en 2010 (en % du PIB total)



Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2003 et 2007 (en milliers)



Europe Écologie demande que 50% des fonds de la PAC soient affectés à l'agriculture paysanne et aux circuits courts.